

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

Mini-ministérielle de l'OCDE

Les principaux ministres du Commerce de l'OMC se sont réunis à Paris, le 23 mai, en marge de la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), qui s'est tenue du 22 au 24 mai, pour discuter de l'état du Programme de Doha pour le développement (PDD). Les pays qui assistaient à la réunion (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, UE, Japon, Inde, Israël, Lesotho, Maurice, Nouvelle-Zélande, Norvège, Corée du Sud, Afrique du Sud, Suisse, Turquie et États-Unis) sont convenus d'examiner le Cycle et les liens existants entre les différents secteurs de négociation, afin que les membres puissent conclure au plus tôt quelques-unes des plus importantes questions, au lieu d'attendre que le « marché du siècle » apparaisse, de déclarer l'hôte de la réunion, le ministre du Commerce et de la Compétitivité de l'Australie, M. Craig Emerson.

Le débat a principalement porté sur la nécessité de faciliter l'accèsion des pays les moins avancés (PMA) à l'OMC, mais également sur la facilitation des échanges (FÉ), un secteur dans lequel le potentiel d'aider les pays en développement à s'intégrer aux chaînes d'approvisionnement mondiales ainsi que d'attirer des investissements et de faire progresser le développement est énorme, s'il faut en croire le représentant au Commerce des États-Unis (USTR), M. Ron Kirk.

Le groupe a également discuté de la nécessité d'élargir l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), un secteur dans lequel les tarifs élevés tiennent certains pays à l'écart de la chaîne de production mondiale, et de poursuivre le travail sur la libéralisation des services en étudiant la notion d'un accord plurilatéral sur les services dans le cadre duquel d'énormes avantages peuvent être partagés en élargissant l'accès aux marchés des services et en élaborant de nouvelles règles et normes acceptées internationalement, d'ajouter l'USTR.

Priorité à la facilitation des échanges et à l'accèsion des PMA

Le groupe a tenu une réflexion sur la façon d'assurer aux pays en développement, et particulièrement aux PMA, des sources de création d'emploi, particulièrement dans le contexte du ralentissement économique qui perdure, comme en témoigne a fortiori la quasi récession dans laquelle est plongée l'UE. Ceci a abouti à la décision, reposant sur l'examen des progrès réalisés jusqu'à présent, de faire « tout ce qui est possible » pour parvenir à un accord sur l'ensemble d'accèsion avant le congé d'été, comme on l'avait promis lors de la 8^e Conférence ministérielle (CM8) de l'année dernière.

Nombreux sont ceux qui ont accepté de faire de la FÉ une priorité et de continuer d'éliminer les secteurs de désaccord dans le texte, et de ne pas les relier à d'autres secteurs de négociation du PDD, comme on en était convenu à la CM8.

On vante depuis longtemps la FÉ comme étant à l'avantage des pays développés autant que des pays en développement sur les plans de la croissance et de la réduction de la pauvreté. À Paris, les ministres et ambassadeurs se sont lancés dans une discussion technique sur ce dont on a besoin pour conclure la négociation sur la FÉ, dont on estime qu'elle constitue 44 % de la valeur totale de la réussite du Cycle de Doha. Les 2/3 des avantages découlant de cette valeur seraient créés dans les pays en développement (notamment les PMA), grâce à la simplification des processus et des procédures douanières, ce qui réduirait, par ricochet, les coûts des producteurs qui comptent sur les intrants importés pour produire leurs marchandises.

« [TRADUCTION] Je dirais que nous touchons au but, mais il existe des possibilités d'agir à court terme à l'égard de la FÉ et de l'accèsion des PMA, pour lesquelles les ordres de marche sont extrêmement clairs, et j'espère que la clarté qui illumine cette matinée éclairera également le Sommet du G-20 à Los Cabos », a déclaré le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy. « Cela ne signifie pas que le reste du Cycle est laissé de côté, mais que nous avons à portée de main ce résultat qui pourrait être réalisé et nous permettrait de redonner un certain élan aux négociations », a-t-il poursuivi.

L'USTR, M. Ron Kirk, a rappelé que la majorité écrasante de l'organisme comprend que l'incidence pratique de la décision que nous avons prise lors de notre ministérielle de décembre [CM8] est que nous devons faire les choses différemment. Pour attrayant qu'il puisse être pour d'aucuns de continuer d'établir un lien entre les progrès réalisés sur une question avec d'autres qu'ils jugent importantes, cela n'aboutira à rien, a affirmé l'USTR, dans ce que l'on peut interpréter comme une pointe lancée directement aux économies émergentes (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui continuent de s'opposer à ce qu'on négocie un accord sur des questions de façon autonome. « [TRADUCTION] Réalisons des progrès là où nous le pouvons », a déclaré M. Kirk.



L'USTR a affirmé que l'un des enjeux à l'égard desquels tout un chacun souhaite réaliser des progrès est l'accèsion des PMA. Bien qu'elle ne fasse pas partie du mandat du PDD, une entente sur l'accèsion des PMA peut montrer que les membres se sont entendus pour faire quelque chose qu'ils n'ont pas fait ces 10 dernières années, en l'occurrence parvenir à un accord sur un sujet en cours de négociation.

Le ministre du Commerce du Canada, M. Ed Fast, abonde dans ce sens. Il existe « [TRADUCTION] un consensus recueillant une majorité considérable que nous devons, en fait, faire des avancées en obtenant des résultats qui réaffirment la pertinence de l'OMC en tant que forum éminent dans lequel ont lieu des échanges fondés sur des règles ».

M. Fast a également parlé du travail qui a été fait sur le taux de change, « [TRADUCTION] un autre secteur dans lequel nous pouvons peut-être réaliser des progrès en allant de l'avant, indépendamment du fait que cela fasse partie du Cycle de Doha ou non », a-t-il déclaré.

Le Canada est impliqué à fond dans le plan pro-commerce le plus ambitieux de son histoire, et reconnaît qu'un « système commercial multilatéral solide et efficace est critique » pour sa réussite, a déclaré le ministre canadien.

« [TRADUCTION] J'ai réaffirmé cette position plus tôt, lors d'une réunion officielle, que le rôle de l'OMC, en tant qu'outil essentiel au moyen duquel les échanges fondés sur des règles sont menés est critique pour la réussite à long terme de l'économie mondiale » a-t-il déclaré.

« [TRADUCTION] Nous devons nous concentrer sur ce que nous pouvons faire, du moins à court terme ». Le Canada est en faveur des nouvelles approches, notamment les délibérations en petits groupes (comme la discussion plurilatérale sur les services) et se réjouit vivement que les négociateurs aient commencé à examiner de nouvelles initiatives et aient réalisé des progrès dans le secteur de la FÉ.

« [TRADUCTION] La facilitation des échanges est vraiment un domaine dans lequel tous les pays sont gagnants, et elle profite particulièrement aux petites et moyennes entreprises des PMA. Il s'agit là d'un ensemble d'occasions formidables d'insuffler une vie nouvelle au Cycle et d'amener les pays à collaborer et (...) de renouveler la foi des gens dans le système commercial multilatéral », a déclaré M. Fast.

Prochains événements

- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 4-5 juin 2012, Kazan
- AECC, semaine du 4 juin 2012, Ottawa, semaine du 15 juillet (TBC) septembre 2012
- Sommet du G-20, 18-19 juin 2012, Los Cabos, Baja California Sur
- XIII^e cycle du TPP, semaine du 2 juillet 2012, décembre (à confirmer)
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 9-12 juillet 2012
- Conseil général de l'OMC, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 2-9 septembre 2012, Vladivostok
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 20-21 septembre, 14-15 novembre 2012
- Forum public de l'OMC, 24-26 septembre 2012
- XIV^e cycle du TPP, septembre (à confirmer)

Genève en bref est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.]

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

